



La FNIC CGT communique

Communique de presse

Tribune des généraux : « Qu'il soit fasciste ou pas, notre ennemi, c'est le Capital »

Une tribune signée par une poignée de hauts-gradés, militaires en retraite, publiée par un magazine d'extrême-droite et envisageant un coup d'État dans sa conclusion, a provoqué une controverse qui marque le coup d'envoi des campagnes présidentielles de 2022, et place encore une fois celle-ci sur le terrain de la sécurité et du « front républicain ».

Aussitôt soutenu par Le Pen, l'appel qui s'adresse au gouvernement conclut par une menace claire :

« Il n'est plus temps de tergiverser, sinon, demain la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers. » S'agit-il d'une récupération politique ou plutôt d'un texte de commande. On peut se poser la question.

Quoiqu'il en soit, les réactions à ce texte caricaturent, encore une fois, le débat politique en posant comme seul principe « tout sauf le RN ». Mais à subir les politiques menées depuis vingt ans, on ne peut pas se contenter d'appeler à la vigilance et à poursuivre les mobilisations contre le racisme et les idées d'extrême droite, choses indispensables par ailleurs.

Car avec la prochaine fin du confinement, le fiasco sanitaire du gouvernement, la poursuite de l'austérité (assurance-chômage, réforme retraite, etc.) alors que les licenciements vont s'intensifier avec la fin des mesures du « quoiqu'il en coûte », vont amener pour le pouvoir patronal un risque réel d'explosion sociale.

Assiste-t-on précisément à un coup de billard à trois bandes, consistant pour Macron et sa clique, à s'assurer du soutien préalable de l'armée à sa capacité à réprimer tout soulèvement populaire, à l'image de De Gaulle en mai 1968 ?

Pour la FNIC-CGT, la frontière de l'inacceptable ne se situe pas entre le Rassemblement National et le reste de l'échiquier politique. En particulier par de nombreux aspects, en matière de libertés publiques, d'égalité devant la loi, en matière économique et sociale, l'action du gouvernement comporte des mesures, des lois et directives qui sont identiques à celles qu'auraient prises un gouvernement d'extrême-droite.

Face à cela, oui, l'heure est au sursaut des travailleurs !

Nous subissons chaque jour davantage cette haine de classe de la part de nos gouvernants. Cette dictature du fric, qui précarise les jeunes et les moins jeunes, maintient des millions de personnes dans le chômage qui pèse sur les salaires et impose le chantage à l'emploi sur toute la population active de notre pays.

Les véritables forces vives ne sont pas les riches parasites qui ponctionnent la valeur créée par le travail. Dans chaque entreprise et service, dans la rue, il est n'est plus temps de demander mais d'exiger ! Par la lutte, par l'action, nous devons imposer nos revendications dans nos entreprises jusqu'au changement de société.

C'est par la force de notre engagement collectif que nous combattons le capital-fascisme, que celui-ci soit mis en œuvre par Valls hier, Macron aujourd'hui, Le Pen ou autre demain ?

Travailleurs : L'extrême-droite ne se combat pas dans les urnes, mais dans les entreprises et dans la rue.

Contacts presse : manu.lepine@fnic-cgt.fr
Contact Fédération : contact@fnic-cgt.fr
EL/CT Chrono 2021- 0220

Montreuil, le 28 avril 2021